

La France coupée en deux par une cause peu analysée

**DES RUPTURES ÉDUCATIVES AUX
FRACTURES CULTURELLES, SOCIALES ET ÉCONOMIQUES
INSTALLÉES AU SEIN DE NOS TERRITOIRES**

CONFÉRENCES-DÉBATS 2019/2020

Yves MALIER,

Académie des Technologies , <www.yvesmalier.com >

Directeur honoraire de l'École Normale Supérieure de Paris-Saclay,

Ingénieur-conseil

**« Le monde ne se détruit pas seulement par ceux qui font le mal mais aussi
par ceux qui les regardent sans rien faire. » Albert EINSTEIN**

Préambule... hors-sol

Entre non-inscrits et abstentionnistes, 20 millions de français ne votent plus (30% des adultes). Ces citoyens marginalisés ne le sont pas que face à l'isolement. Ils constituent aussi le plus gros des bataillons de chômeurs, de gilets jaunes, d'aigris, d'exclus et de décrocheurs de toutes natures.

Le porteur d'un projet politique qui s'attacherait, sans démagogie et avec réalisme, à la réintégration d'une part de ces citoyens abandonnés serait le vrai favori des futures élections présidentielles... mais, dans notre France depuis si longtemps coupée en deux, existera-t'il ? ou continuerons nous de parler exclusivement avec ceux qui votent encore ?

26 juillet 2019

Notes de l'éditeur :

1 - livre publié sur le sujet

« RECONNECTER LA FORMATION A L'EMPLOI – LE CHÔMAGE DES JEUNES N'EST PAS UNE FATALITÉ », Presses des Mines, avril 2017, 110 pages – Préface de Bertrand COLLOMB, Membre de l'Institut, longtemps Président de l'association des PDG du CAC 40 , Administrateur des Apprentis d'Auteuil - Avant-propos de Thierry WEIL, Délégué général de la « Fabrique de l'industrie », think tank créé et présidé par Louis GALLOIS.

Ce livre a obtenu le Prix Spécial 2017 « ÉCONOMIE POLITIQUE, STATISTIQUES ET FINANCES » de l'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, Prix décerné en séance solennelle de rentrée sous la Coupole de l'INSTITUT le 13 nov. 2017

2 - Un singulier profil

Yves MALIER n'est ni sociologue, ni historien. Il est issu de formation modeste d'ouvrier puis de technicien avant de devenir Normalien et chercheur. Puis il fut successivement (ou simultanément) créateur d'une PME internationale innovante, directeur de la Division de recherche et contrôle des Grands ouvrages du LCPC (Ministère de l'Équipement), directeur d'une École Normale Supérieure (Cachan devenue Paris-Saclay), conseiller de deux présidents d'entreprises du CAC 40 et du président d'une ETI innovante présente sur tous les continents. Il fut aussi en charge de créations, dans 17 pays sur un projet Banque Mondiale /UNESCO, d'écoles supérieures de formations de formateurs scientifiques et technologiques. Il initia et co-pilota une formation doctorale internationale (B., CAN., CH., F.). Professeur émérite de l'E.N.P.C., il fut dans les premiers élus de l'Académie des technologies.

Ses origines, la grande variété de son parcours et sa sensibilité lui ont permis de mesurer l'effondrement de notre ascenseur social. En conséquence, il milite, en totale indépendance et toujours avec l'éclairage de la comparaison internationale, contre tous les errements politiques et administratifs qui, en France, en sont la cause.

Par ailleurs, chercheur du domaine des sciences appliquées, soucieux d'inventions et d'innovations technologiques, il a été en 2018 le 10^{ème} lauréat à recevoir la « version mondiale » du PRIX Nessim HABIF pour les innovations qu'il a initiées dans les domaines de la construction et de l'environnement. Cette version mondiale du Prix de l'Association des Arts et Métiers est attribuée, une fois tous les 5/6 ans environ depuis 1962, à « des scientifiques de toutes nationalités et de toutes spécialités dont les innovations avérées et internationalement appliquées, ont bouleversé un large secteur économique et social ».

Ainsi, en 2018, Il a succédé à R. OPPENHEIMER, premier lauréat en 1962, (USA - père de la bombe atomique), à H. de FRANCE (F - télévision couleurs), à Sir F. WHITTLE (GB - avions de combats à turbocompresseur), à Ch. CABROL (F – transplantations cœur et cœur-poumons) pour ne citer que les premiers lauréats et à A. BORSCHBERG / B. PICCARD (CH - avion à énergie solaire) pour les derniers primés avant lui, en 2012.

Conférence d'introduction au débat :

Le chômage des jeunes, très paradoxalement aggravé depuis plus de deux décennies chez beaucoup de jeunes passés par les enseignements techniques, déséquilibre un grand nombre de nos territoires.

La montée des extrêmes, l'abstention civique, le large décrochage éducatif, culturel et social observé chez plus d'un tiers de chaque classe d'âge, mais aussi le handicap majeur à la relocalisation en France de nos entreprises industrielles n'en sont que des conséquences parmi les plus visibles.

Pourtant, la recherche des causes structurelles et humaines, d'une part, la conception de pistes de solutions concrètes, d'autre part, ne semblent pas faire l'objet de réflexions poussées au-delà des leitmotivs habituels qui, depuis 30 ans, montrent notre grande capacité à nous enfermer dans une exception française dramatique.

Le comble est atteint quand l'on constate, durant ces décennies, que ceux qui ont en charge, dans l'administration de nos ministères, les enseignements techniques publics s'entêtent à empiler des mesures si négatives alors que plus de 50% de chaque classe d'âge est concerné... et que la plupart de nos pays concurrents prennent les mesures absolument inverses.

Pour avoir, à 13 ans, commencé par une formation d'ouvrier, je mesure combien, si j'étais né dans les mêmes conditions sociales 60 ans plus tard, je n'aurais plus aujourd'hui aucune chance de devenir Normalien, puis créateur et dirigeant d'une PME innovante classée 1^{ère} mondiale de sa spécialité par les américains, directeur d'une École Normale Supérieure et d'une formation doctorale internationale, conseiller scientifique de deux présidents d'entreprises du CAC 40 ou, encore, Académicien.

En bref et au diable l'hypocrisie, j'ai l'odieuse prétention de considérer que mon singulier parcours m'autorise à poser trois questions : où est le progrès social que méritent pourtant TOUS nos jeunes ? Qu'est devenu, notre ascenseur social ? Où est la mesure du gâchis pour nos entreprises, pour notre économie et pour notre compétitivité internationale ?

Mes propos vont porter sur trois points pour lesquels notre Pays a des positions très éloignées de celles des pays comparables : le chômage des jeunes, l'inadaptation aux métiers réels de trop de formations initiales publiques pourtant dites technologiques ou professionnelles et la difficulté de tant d'entreprises de toutes tailles dans de nombreux secteurs, pour trouver les jeunes collaborateurs dont elles ont impérativement besoin, notamment pour les niveaux appelés III (BTS, DUT...), IV (bacs techno, bacs pro) et V (CAP et autres).

Parce qu'ils sont les moins analysés alors qu'ils comptent les plus gros effectifs d'emplois, mais aussi de jeunes en grande errance, c'est sur ces 3 niveaux dont les diplômes vont de « bac + 2 » à « bac - 2 » que je concentre ma réflexion ce soir sans exclure que vos questions m'entraînent vers d'autres niveaux de formations ensuite.

On ne sait pas assez que les comparaisons internationales montrent que, depuis trente ans, tandis que tous les pays qui sont nos concurrents faisaient le chemin inverse, la France a laissé s'affaiblir la qualité de la relation « économie-emploi-formation » pour ces niveaux, faute d'une politique publique claire et volontariste.

Ces comparaisons montrent aussi que, plus qu'ailleurs, nos flux de jeunes adolescents sont coupés, vers 15 ans, en deux parts très séparées, qu'ils s'agissent de perspectives d'intégration sociale, de type d'études et d'accès à la culture.

Commençons par une analyse quantitative globale des orientations de notre jeunesse. Cette analyse, parfois trop méconnue, est indispensable.

Les classes d'âge sortant du collège représentent annuellement environ 820 000 adolescents. En 2016, 40% d'entre eux ont choisi de s'orienter vers les baccalauréats généraux des séries « sciences », « lettres » et « économique et social ». 40%, c'est une proportion assez voisine de celle constatée dans les pays comparables au nôtre... « l'exception française » n'est donc pas là !

Parmi les 60 autres %, 15% sont allés vers les baccalauréats technologiques. 37% « ont été orientés », le plus souvent, par leurs seules insuffisances dans les matières générales, vers les filières professionnelles par voie scolaire au sein des lycées professionnels. C'est parmi eux que nous allons retrouver le plus grand nombre de non-diplômés, de décrocheurs, de jeunes chômeurs, de « gilets jaunes », de black blocs ou encore de futures victimes des gourous gestionnaires des réseaux de la drogue et de la radicalisation.

Pourtant, j'observe que les projets passés et actuels de réformes de la scolarité des 15/18 ans ne portent d'intérêt qu'aux scolarités des seules formations générales c'est-à-dire celles suivies par 40% de chaque classe d'âge. Là est une première marque de « l'exception française » !

Pour compléter notre vision des « sorties » post-collège, notons qu'une bien trop faible proportion, 8% de chaque classe d'âge, en stagnation depuis de longues années pour des raisons insuffisamment analysées, va, à la sortie du collège, s'épanouir dans l'emploi via l'apprentissage conduit en alternance au sein des entreprises et réussir, eux, leur entrée dans la vie sociale.

Le décrochage scolaire concerne, toujours en flux annuel, 120 à 140 000 jeunes tandis que environ 50 000 autres ne termineront pas, eux non plus, leur formation de base en voie professionnelle par un premier diplôme susceptible de déboucher sur un emploi. Parmi eux beaucoup sont proches de l'incompréhension aisée de la lecture d'un texte simple.

En matière de formation, les comparaisons internationales régulières sont édifiantes. Elles sont principalement menées, selon différents programmes, par les trente-cinq pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

Plutôt très peu analysées en France, ces enquêtes font autorité dans de nombreux pays où, attendues par leurs dirigeants politiques et par leurs grands publics, elles sont prises en compte pour contribuer à l'évolution positive des stratégies de formation de ces pays... Il est nouveau que le Premier Ministre ait été, en 2019, le premier dans cette fonction à évoquer à l'Assemblée la médiocrité des classements de la France par l'OCDE. Depuis des années, la vérité nous était largement cachée.

Toutes ces études montrent avec objectivité, car conduites sur des cohortes de dizaines de milliers d'élèves dans chaque pays, le grand recul de l'efficacité des formations françaises aux trois niveaux de l'école élémentaire, du collège et du lycée. L'importance de ces cohortes et le sérieux de ces études devraient nous interdire d'ignorer la mesure du thermomètre quand ce qu'il indique ne nous est pas favorable.

Mais précisons cela. Ainsi, une enquête de l'OCDE, enquête appelée PISA, porte sur les capacités des jeunes à utiliser leurs acquisitions scolaires. Elle nous situait, en 2017, au 27^{ème} rang, très loin derrière la très grande majorité des pays européens alors que, précisément, les capacités mesurées par PISA sont si fondamentales dans l'acquisition future de compétences professionnelles en vue de l'exercice d'un premier métier.

Ainsi encore, d'autres études, appelées TIMSS, portant sur les niveaux de science mesurés au primaire, au collège et au lycée font apparaître pour notre pays, en quelques années, une dégringolade de 100 points pour une note moyenne de l'ensemble des pays calée à 500 points.

Ces enquêtes internationales montrent aussi le très grand accroissement de nos inégalités entre les jeunes d'une même classe d'âge. Sur cet important critère de l'égalité, égalité qui fait en France l'objet de tant de discours, les pays analogues au nôtre progressent tandis que nous décrochons très dangereusement. Au lieu de réduire les inégalités comme elle a longtemps su si bien le faire, l'école en France amplifie, ces dernières décennies, les différences sociales et culturelles nous démontre objectivement l'OCDE. Ainsi se met en route, très tôt, une première contribution au grippage de notre ascenseur social.

Ces études internationales montrent encore la gravité du chômage de la part des jeunes de 18-25 ans non en formation en nous situant très loin des pays voisins ou de beaucoup de pays plus lointains mais socialement et économiquement comparables au nôtre.

Ainsi en Europe sur ce point crucial du chômage des jeunes, les différences entre les états sont très importantes (chiffres 2016/17). Derrière l'Allemagne, un très grand nombre de pays reste dans la tranche qui va de 4% à 14% (des pays aussi différents que Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Grande-Bretagne, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, Suisse, Tchéquie... sont dans cette tranche de chômage des jeunes mesuré entre 4 et 14%).

Pour sa part, la France, isolée dans ce classement, compte 23% de jeunes chômeurs, taux que peu de pays européens dépassent (Croatie, Italie, Espagne et Grèce qui sont au voisinage de 30 %). De plus, en France, notre taux moyen de 23% connaît de très grandes variations régionales et locales, tant en communes rurales qu'en banlieues de grandes villes, pour atteindre, en certains territoires, le seuil de 50% particulièrement dangereux, socialement et économiquement.

Ces comparaisons internationales décrivent d'autres singularités françaises. Ainsi, sous le respectable prétexte de préparer nos jeunes aux métiers du futur et aux « métiers d'après », nous sommes de moins en moins soucieux de les préparer à nombre de « métiers d'aujourd'hui » et à un premier emploi, préférant laisser au bord du chemin 30% de chaque classe d'âge déjà marginalisés dès le primaire ou le collège et le plus souvent « orientés » vers l'établissement technique géographiquement le plus proche, donc vers des spécialités que ces jeunes n'ont pas choisies et dont, trop souvent, les liaisons entre l'adaptation de la formation et les débouchés professionnels sont très insuffisamment examinés.

Sur ce point particulier lié à l'orientation des jeunes et dans le même temps où les discours sur l'importance de cette orientation ne cessent d'être benoîtement répétés, on évalue très mal les conséquences désastreuses de mesures qui ne visaient que de piètres économies au mépris de l'intérêt général.

Au titre d'une seule illustration, il en est particulièrement ainsi de la gestion des internats des lycées professionnels publics. Pour faire la très minime économie de maîtres d'internat et d'animateurs culturels le week-end comme, très jeune, je les ai connus, ils sont désormais largement fermés du vendredi matin au lundi... quand ils ne sont pas réservés, le reste de la semaine, aux élèves des classes plus nobles des lycées généraux publics voisins.

Pourtant chacun sait bien que, à cause de ses équipements techniques, notamment pour les spécialités industrielles, chaque établissement ne peut offrir que la préparation à un nombre limité de métiers tels le B-TP, la mécanique, l'électronique, la restauration, la bureautique, etc. Ainsi, l'orientation des élèves, le plus souvent issus de milieux défavorisés, vers les spécialités de leurs choix réclame donc la possibilité de déplacements vers des écoles éventuellement lointaines ayant des internats à ouverture continue y compris le week-end.

... Mais, comme je le constate dans ma région et ailleurs, le système est-il attaché à assurer une insertion professionnelle et sociale aux élèves en difficulté ou à faire du gardiennage destiné à protéger les classes scolaires dites plus nobles ?

Pourtant, en France, ces internats lointains ouverts en continue assurèrent durant des décennies une solide perspective d'accès à la première marche de l'ascenseur social pour des élèves de milieux modestes mais épanouis et heureux d'apprendre le futur métier qu'ils avaient choisi là où il était enseigné. Beaucoup de nos patrons de PME et d'ETI, notamment des secteurs industriels et de plus de 50 ans, peuvent, comme moi, en témoigner. Eux comme moi savent ce que nous devons à cet efficace système aujourd'hui disparu.

Par ailleurs, le jeune, en choisissant sa spécialité lointaine mais cependant accessible grâce à l'internat continu, y compris le week-end, se trouvait, en bénéfices supplémentaires éventuels liés à ce déplacement, « sorti » d'un quartier socialement difficile et civiquement agité, parfois éloigné d'une situation familiale complexe tout en se préparant, dès 16/18 ans, à une plus grande autonomie et à ses futures mobilités professionnelles... Pour ces jeunes, dont comme tant d'autres j'ai été, changer de territoires pour travailler n'était pas un blocage.

Tout cela est largement fini et faute d'internats ouverts en continu, le recrutement local des Lycées Pro à moins de 30 km s'est largement imposé au détriment du choix de la spécialité technique.

Les conséquences humaines et sociales sont graves. Ainsi, en illustration, je ne citerai que le sort, récemment découvert, de trois jeunes de ma campagne, issus de familles très modestes. Ils souhaitaient faire de la chaudronnerie, de la charpente et de l'électricité-plomberie-énergies nouvelles, trois spécialités si demandées et si déficitaires localement, régionalement et nationalement.

Notre ubuesque système les a envoyés localement en « cuisine-restauration » au mépris de leur choix, car c'est la spécialité de l'établissement le plus proche. Ils en ont ensuite été exclus, après de permanentes preuves de démotivation, d'agressivité et de colères, pour le plus grand plaisir des gourous de la drogue et de la radicalisation toujours à l'affût de récupérations de jeunes découragés et déjà, à 16/18 ans, révoltés ou aigris.

J'observe aussi, double gâchis, que beaucoup de leurs camarades de ces mêmes classes de cuisine-restauration, inscrits eux aussi contre leur gré dans cette spécialité pourtant si riche d'emplois vacants, n'y exercent peu ensuite comme le regrettent tant tous les restaurateurs du territoire voisins de ce lycée pro.

Ainsi, la fabrique de jeunes désabusés et démotivés, de décrocheurs, de chômeurs et de marginaux fonctionne à plein rendement sans que les responsables académiques s'en soucient.

Outre le déficit d'orientation, on applique à ces jeunes en grande difficulté, dans beaucoup de leur cours, les mêmes principes éducatifs que ceux appliqués avec nos élèves les plus brillants. C'est-à-dire donner toute la priorité et avec la même pédagogie aux formations généralistes et à l'abstraction selon une ligne dogmatique unique et, donc, très sélective. Des principes qui, sous le pieux prétexte d'égalité pour tous, vont les « enfoncer » un peu plus.

Enfin, une autre particularité française est le souci que l'on attache, depuis trois décennies, à formater l'enseignement technique en le glissant toujours plus dans le moule de l'enseignement général. Là encore, sous l'utopique prétexte de le valoriser, on perd ainsi la plus grande part de son originalité et de son efficacité tandis que, dans de nombreux pays performants, l'évolution des stratégies pédagogiques et managériales de la formation technologique pour ces niveaux est exactement inverse.

Et au diable ce que le duc de LA ROCHEFOUCAULD appelait « l'intelligence de la main » au « Siècle des Lumières » il y a près de 250 ans, en initiant ce qui deviendrait quelques années plus tard l'excellente École des Ingénieurs des Arts et Métiers et les non moins excellentes Écoles Nationales Professionnelles (ENP) génératrices de tant de réussites sociales et professionnelles pour les jeunes issus de milieux modestes. Jugées trop spécifiques, bien que copiées par de nombreux pays concurrents, ces remarquables ENP dont sont issus tant de patrons d'entreprises ont été fermées il y a plusieurs décennies.

Pourtant, la valorisation de l'intelligence de la main, couplée à l'emploi pratique des nouvelles technologies, est aujourd'hui l'un des cœurs de la formation professionnelle initiale de tous les pays performants en matière de formation et d'insertion.

A tout cela se rajoute, par une démagogie coupable de certains responsables politiques depuis 25 ans, le culte d'un mensonger rêve d'accès à un enseignement supérieur pourtant peu attaché à les faire réussir comme le montre, par exemple, le dramatique mais qui était pourtant si prévisible taux de réussite des titulaires de bacs Pro réussissant une licence universitaire : moins de 3% après un an de redoublement !

De même, comment continuer d'admettre la si anormale limitation de l'accès des lycéens titulaires de bac Pro aux classes publiques de BTS-DUT qui conviendraient pourtant mieux que l'université aux meilleurs d'entre eux.

On est encore dans le contraire de ce que font, pour ces mêmes types d'élèves, la plupart des pays qui réussissent mieux que nous l'insertion sociale puis la promotion par l'emploi de leurs jeunes.

Dès la préadolescence, dans le moule rigide imposé que représente le collège, nos jeunes sont, de fait, séparés en deux catégories qui ne se rencontreront plus et n'échangeront plus après le collège, créant ainsi, dix, vingt, trente ans plus tard, une société de citoyens profondément coupée en deux parts qui vont s'ignorer de plus en plus avec les conséquences sociales, culturelles, conflictuelles et humaines qui en résultent et que nous constatons quotidiennement... y compris depuis un an sur nos ronds-points.

Ces déceptions et frustrations générées depuis plusieurs décennies alimentent, de plus en plus, l'incompréhension des jeunes rejetés. L'absence des connaissances élémentaires de base, voire pour trop d'entre eux, l'illettrisme ou pour le moins l'incapacité à s'exprimer clairement, sont aggravés par des formations professionnalisantes trop souvent inadaptées et d'ailleurs très souvent abandonnées en cours d'étude. Ainsi, depuis 30 ans, s'est constitué un terreau, réelle exception française, très déstabilisant et dangereux pour le Pays.

Les crises sociales que connaissent certains territoires, le recrutement des partis extrémistes, la montée de l'abstention civique, le très faible accès à la culture, la révolte contre ce que ces jeunes et leurs aînés trouvent injuste mais aussi leur fuite vers des paradis artificiels et, pour certains, manipulés par de dangereux gourous, vers bien des formes de radicalisation, nous donnent, avec d'autres facteurs, la mesure de ce drame que trop de responsables politiques se sont attachés à sous-estimer... ou à feindre de soigner par des discours « hors-sol » et l'octroi de subventions-placebo aux objectifs peu clairs.

Dans le même temps, la compétitivité de nos entreprises souffre de la très grande difficulté à trouver, dans de nombreux secteurs, pour assurer leur développement et la relève de leurs collaborateurs plus âgés, des jeunes réellement formés à leurs métiers mettant en jeu ainsi la survie et la compétitivité de ces entreprises.

Trop de nos entreprises recherchent en vain les jeunes qu'elles réclament dans tant de secteurs aussi variés que l'aéronautique et la construction navale qui se désespèrent de ne plus trouver, par exemple, des jeunes chaudronniers qualifiés, le bâtiment, les travaux publics ou encore, entre autres exemples variés, la boucherie, la restauration, les industries du luxe et de la mode et tant de filières de service relevant d'autres secteurs.

Et ce n'est pas parce que ces jeunes, comme on le dit trop et le plus souvent à tort, ne veulent pas faire ces métiers souvent correctement rétribués et riches de promotion sociale mais parce que, dans de nombreux cas, les formations publiques qui y conduisaient, trop souvent décriées par des acteurs de l'enseignement général, ont été supprimées par application du « mythe de la société post-industrielle » ou rendues, par soucis d'en faire des formations plus généralistes, si peu technologiques et si peu professionnelles et donc si loin des métiers.

Ainsi, on peut citer comme exemple de mesure génératrice de chômage des jeunes et de désarroi des employeurs, la suppression des BEP par voie scolaire qui jusqu'en 2006 diplomaient annuellement 210 000 jeunes. Pour comparer en situant l'importance de ce chiffre, rappelons que la même année, 160 000 lycéens passaient le bac scientifique et 60 000 le bac littéraire. Ces BEP ont été brutalement arrêtés au dogmatique prétexte, non-dit, que nous ne recrutons plus annuellement comme professeurs, depuis la création des IUFM en 1990, les 2 000 professionnels confirmés venus à mi carrière de l'entreprise comme nous avons eu la grande qualité de le faire durant les 40 années précédentes. Je me désespère d'observer que tous les pays qui sont nos concurrents sur les marchés internationaux continuent, eux, de le faire et, en général, de le faire à très grande échelle.

Les autres raisons de ce déficit de jeunes bien formés furent souvent l'adoption de mesures inadaptées voire suicidaires en matière de formation initiale et continue des enseignants du technique public, en matière d'orientation des élèves, de gestion particulièrement irréfléchie et incongrue des internats et

d'inadaptation fréquente de la carte scolaire ; et aussi en matière de méthodes pédagogiques et en matière de lien avec les entreprises grandes, moyennes, petites et très petites.

En fermant aux entrepreneurs les conseils d'administration de ses écoles techniques publiques, l'Éducation nationale a oublié ou feint de ne pas savoir que ces entreprises sont les futurs employeurs des jeunes en formation et qu'elles ont donc leur mot à dire dans les contenus et les méthodes de formation.

Dans de nombreux autres cas, les formations ont été rendues si peu techniques que leurs positionnements professionnels ont considérablement été réduits tels, par exemple, les baccalauréats technologiques et parfois de nombreux bac Pro qui, en 20 ans, ont perdu dans l'indifférence générale une très forte proportion, très souvent plus de 50%, de leurs horaires de formation technique !

A un moment où on s'interroge avec raison, au plus haut niveau de l'État, sur l'importante présence en France de « travailleurs détachés » venus d'ailleurs et où on interpelle les dirigeants des pays dont ils sont issus, osons aussi nous interroger sur notre grande responsabilité à ne plus former dans nos propres écoles publiques, depuis deux décennies, nos jeunes à nombre de métiers techniques exercés par ces travailleurs détachés, métiers techniques pourtant respectables, bien rétribués, non délocalisables, indispensables à l'économie, à l'équilibre social de nos territoires et riches d'épanouissements et de promotions sociales.

Ainsi, pour en revenir à l'exemple de beaucoup de bac Pro, ces derniers sont désormais loin de leur vocation initiale telle que l'avait voulu, en les créant en 1985 en prolongation des BEP, Jean-Pierre CHEVENEMENT, vocation à laquelle avaient alors adhéré des partenaires de toutes opinions politiques. Je peux en témoigner pour avoir été, à cette époque, conseiller auprès du DG de l'enseignement supérieur et, sur ce sujet, chargé de la coordination avec le cabinet de ce Ministre.

Le chantier est clair. Il faut faire de nos lycées technologiques et professionnels publics qui, ensemble, accueillent plus de la moitié de chaque classe d'âge, une priorité nationale... nous en sommes bien loin !

Plutôt que des voies de mises à l'écart, des voies de garage ou des voies d'échec, ils doivent être des vrais lieux d'épanouissement culturel et social s'appuyant très prioritairement sur la préparation d'un premier métier, sur une première compréhension, dès l'école, de la nécessité et des mécanismes de la formation tout au long de la vie et sur l'indispensable développement du goût de l'entrepreneuriat... goût qui n'est pas pour moi un « gros mot » comme le pensent parfois nombre d'administrateurs et de dirigeants parisiens du ministère de l'éducation.

En remarque complémentaire, s'attacher, comme trop l'imaginent, à rénover la formation professionnelle continue sans porter un égal attachement à réformer la formation initiale est une grave erreur et la poursuite assurée d'un grand gaspillage humain et financier. En d'autres termes, quand on peine à danser avec deux sabots de bois, mettre à un seul pied une ballerine n'a jamais beaucoup aidé les danseuses.

Pour moi, on ne peut continuer de fermer les yeux sur des années d'errements en matière de voies professionnalisantes. Les problèmes essentiels doivent être courageusement abordés. Citons quelques uns de ces problèmes : tutelle ministérielle depuis trop longtemps « hors-sol », socle éducatif de base peu fiable en matière d'acquisition par tous des connaissances fondamentales (lire, écrire et compter), orientation uniformisatrice, inadéquation des formations à l'emploi, inadaptation et inexistence des formations initiale et continue des enseignants du Technique, gouvernance très mal pensée des établissements publics de formation, politiques ministérielles passées contradictoires ou incohérentes, recul constant des effectifs de

l'apprentissage pour les niveaux V, IV et III, trop grande timidité de l'expression des besoins humains précis des entreprises par trop de syndicats professionnels patronaux devenus, sur ces sujets, si silencieux... La liste est longue de ces exceptions françaises dont les dégâts économiques, sociaux et familiaux sont immenses.

Dans le même temps et à défaut d'analyser les réussites étrangères proches (Allemagne, Suisse, Europe du centre et du nord...) ou plus lointaines (Canada, Corée du sud, certains états américains, grandes provinces chinoises, autres pays asiatiques...), on ne prête aucun intérêt non plus aux vraies raisons des grandes qualités et des réussites de nos formations françaises des secteurs de l'Agriculture et de la Défense qui bénéficient encore un peu de leurs propres tutelles.

On n'examine pas non plus assez les raisons de la réussite de formations initiales par voie scolaire ou par alternance pilotées, suivant les cas, par des entreprises, par des organisations professionnelles, par des institutions privées, par des chambres consulaires ou encore par d'excellentes Fondations dédiées à la formation des jeunes et, parfois, de leurs enseignants.

Toutes ces formations, publiques ou privées, sont des niches où l'on déroge largement aux règles communes des établissements du Mammouth sur des points essentiels tels, par exemples, l'origine, le mode de recrutement et l'évaluation des professeurs, le management des établissements, l'autonomie de leurs directions, les contenus des formations, les types de pédagogie, la très large représentation des entreprises dans les conseils, l'organisation des relations avec les secteurs économiques, le rôle si motivant de l'atelier-école ou du chantier-école plaçant l'élève dans des conditions réelles très préparatoires au futur... J'observe que ces variantes que choisissent de pratiquer ces trop peu nombreux établissements sont toujours les clés principales de leur grande réussite.

L'actuelle nécessité de profondes réformes de toutes natures de notre Pays est une chance. S'agissant de la formation, notre devoir de parents, de citoyens, d'entrepreneurs, d'enseignants, de syndicalistes, d'élus, de journalistes, est d'aider à dénicher et à combattre les archaïsmes et les manques de vision de ces dernières décennies. La contribution au recul des extrémistes de tous bords, la santé sociale des territoires, la compétitivité des entreprises, l'équilibre de notre économie, le moral des citoyens, l'épanouissement de tous nos jeunes sont à ce prix.

Continuer d'ignorer l'ampleur des reculs actuels est criminel et constitue un handicap majeur pour la réalisation d'autres réformes si nécessaires à la France.

Mais trente années d'erreurs régulièrement empilées et, le plus souvent, faites par des responsables politiques pourtant sérieux et réfléchis, de très bonne volonté et qui avaient, à défaut d'être bien conseillés, le souci sincère de bien faire, signifient que le problème est complexe. Particulièrement multifactoriel, il réclame une analyse fine et transversale. Prétendre le résoudre, comme je l'ai parfois entendu dans la bouche d'élus, par application d'un slogan peu réfléchi, ne conduit qu'à poursuivre les errements actuels appliqués à un corps malade.

Comme en médecine, le choix des traitements ne peut venir qu'après l'établissement d'un diagnostic complet résultant lui-même d'une analyse systémique approfondie portant sur tous les signes, même les plus cachés, de toutes les causes de la maladie. Comme en médecine où la lecture de la littérature scientifique internationale et la connaissance de l'expérience des autres médecins, fussent-ils au bout du

monde, sont si précieuses et si génératrices de progrès, il serait bien temps que nos responsables de l'éducation analysent avec moins d'arrogance et plus de modestie, les remarquables réussites éducatives en matière de formations technologies dans quelques-uns de nos pays concurrents... et, aussi, dans les niches françaises dont on vient de parler et qu'ils ignorent tant pour ces niveaux-là.

S'agissant de ce dernier point, je me suis réjoui que le Président de la République, six mois après avoir annoncé sa candidature à l'Élysée depuis le CFA de Bobigny, ait lancé l'ouverture du dossier de la Formation professionnelle depuis l'EATP d'Égletons, deux des plus performantes de ces niches. Encore faut-il que ce projet de l'État en matière de formation professionnelle parvienne à trouver toute sa cohérence nationale notamment en incluant mieux que durant les trente années passées la formation professionnelle par voie scolaire... Et ça, ce n'est pas gagné tant les « bloqueurs » sont musclés !

Pour cela, il faut qu'en France on cesse de croire que les choix de stratégies de la formation initiale sont la mission du seul ministère de l'éducation dont on attend tout alors que c'est l'affaire de tous les citoyens et que la situation réclame plus de dialogues et d'écoutes entre partenaires.

S'agissant des enseignements techniques, il appartient aux responsables politiques de conduire un travail de réflexion plus profond. Qu'ils cessent d'être, comme l'ont été trop de nos ministres de l'éducation depuis 30 ans, les porte-paroles trop brièvement passagers de leur toute puissante administration centrale, administration si aveugle à la comparaison internationale et si férue de mouvements browniens dissimulant son immobilisme.

Il faut aussi que ces ministres n'oublient pas, comme leur administration le fait depuis si longtemps, que, à la sortie du collège, plus de la moitié de chaque classe d'âge, comme dans tous les autres pays, n'ira pas en formation générale mais mérite cependant une égale attention de leur part dans l'intérêt supérieur du Pays.

Il faut encore qu'ils aient plus de considération pour leurs enseignants du Technique, enseignants si souvent laissés seuls et abandonnés sans soutien pédagogique réel et adapté aux spécificités de leur métier et de leur spécialité professionnelle comme le montrent, par exemple, la quasi-disparition, en France, de recherches pédagogiques pour ces disciplines mais aussi l'absence, pour ces professeurs, de réelles formations initiale et continue adaptées ou encore l'incompétence grandissante en matière de technologies des métiers chez trop de membres des corps d'inspection de l'éducation nationale pourtant chargés d'aider et d'évaluer les professeurs du Technique et de choisir les sujets d'examens.

L'action de ces ministres pour le « Technique » ne pourra plus continuer à se réduire à la sempiternelle visite d'un lycée professionnel la semaine de la rentrée scolaire et à quelques discours généreux mais si souvent vides de perspectives concrètes... fussent-ils faits devant les médias nationaux.

Il faut enfin et ABSOLUMENT, comme cela se fait dans les pays dont nous envions la qualité de leurs formations techniques que les organisations de chefs d'entreprises aient, comme elles l'avaient si bien fait dans le passé, plus de vigilance et plus d'exigence à l'égard de la formation initiale... Cela passe par l'engagement DIRECT, comme on le voit à l'étranger, de plus de chefs d'entreprise et de leurs cadres dans un certain nombre de négociations nationales et d'actions essentielles à la stratégie des établissements publics.

Ainsi, s'agissant de ces négociations, j'ai vu, ces dernières décennies, bien des mauvais exemples, à l'occasion de regrettables modifications de diplômes, de dramatiques fermetures de filières techniques, d'imbéciles réductions du rôle des ateliers dans la pédagogie ou encore de changements de méthodes de recrutement de professeurs techniques.

Il faut aussi dire que, dans ces mauvais exemples relatifs aux formations initiales de niveaux V, IV et III, le point de vue de l'entreprise est désormais le plus souvent exclusivement exprimé – QUAND IL L'EST ! - par des représentants nationaux permanents, administratifs ou juristes, dont la bonne volonté ne cache pas la méconnaissance très profonde des métiers de ces mêmes niveaux V, IV et III dans les entreprises que, via leurs organisations professionnelles, ils représentent.

En Allemagne, Suisse, Suède, Autriche, Canada, certains États américains, Japon, Corée du sud ou province de Shanghai cela ne s'imaginerait même pas... et en France, cela doit, avec urgence, être corrigé.

En significatif exemple de la désinvolture de tous les responsables de la chaîne sur ces points, citons le cas du départ, il y a quelques années, du remarquable président de la Commission Pédagogique Nationale des IUT de la spécialité « B-TP, Génie civil, Environnement, Développement durable » Daniel TARDY, un excellent patron d'entreprise familiale réputée à l'international. Cet entrepreneur, ancien créateur de l'ancêtre de l'École Centrale de Nantes, était aussi président de la Fédération Européenne de la Construction (FIEC) ce qui ne l'empêchait pas de négocier pied à pied les programmes de formation des IUT de ce grand secteur avec toute l'autorité et l'expérience de ses autres fonctions.

A sa retraite, son successeur nommé est... un retraité d'un centre technique très spécialisé et éloigné de la majorité des entreprises et ingénieries d'un secteur économique pourtant fort de plus de 2 000 000 d'employés ! L'inconséquence de l'administration n'a décidément pas de limites... et les responsables des organisations patronales nationales ne s'en sont même pas offusquées.

Ma première conclusion sera pour redire, comme je me suis attaché à le faire beaucoup plus précisément dans les 110 pages de mon petit livre d'analyse et de propositions, que la priorité pour engager les nécessaires réformes, est la mesure la plus transversale possible de tous les défauts actuels de notre système de formation initiale. Cette compréhension doit impérativement se faire à la lumière des besoins des entreprises de chaque grande filière professionnelle, à la lumière aussi des très bonnes pratiques internationales si nombreuses et des excellentes niches de réussite éducative existant en France.

Une telle démarche sera la condition de la réduction du chômage des jeunes. Ce sera aussi la condition de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Ce sera enfin un heureux préalable à la nécessaire amélioration de l'efficacité de la formation continue dont on a souvent le sentiment qu'une part trop significative des moyens est, de fait, consacrée à compenser les énormes déficits de la formation technique initiale se trouvant ainsi décalée, en terme d'efficacité, par rapport à ce que j'observe qui se fait dans les pays concurrents.

Notre formation continue aurait par ailleurs tant de priorités à accorder à la diffusion de l'innovation technologique et managériale et à l'aide aux entreprises à l'international pour en faire, enfin, ses deux objectifs essentiels plutôt que de consacrer tant de moyens à l'étude de réglementations pléthoriques et si souvent injustifiées ou hors sol.

L'équilibre économique, social, culturel de beaucoup de nos territoires est à ce prix... S'agissant du prix, bien plus que de la course à des moyens supplémentaires toujours déversés sans sérieuse évaluation des résultats, depuis 30 ans, dans un puits sans fond, c'est de langage de vérité, de franchise et de réflexion dont nous avons un urgent besoin.

Aucun partenaire social ne doit être exclu des discussions dans lesquelles aucun sujet, même les plus douloureux, ne doit rester tabou.

En bref, sans vouloir plagier une excellente dynamique qui permit, il y a 50 ans, au gouvernement de Georges POMPIDOU de sortir par le haut le Pays de la crise sociale grave dans laquelle il était embourbé, c'est sans doute d'une forme de « Grenelle de la formation professionnelle initiale » mené avec tous les partenaires dont nous avons un urgent besoin aujourd'hui.

Ensuite, le chantier sera long et, face aux forces conservatrices de tous bords, aux multiples gardiens d'obscures et scandaleuses cagnottes et aux discours enflammés des si nombreux « chevaliers du non-changement », le choix des premières priorités conditionnera beaucoup la réussite future de rattrapages si vitaux pour l'ensemble de notre jeunesse et donc pour l'équilibre de la Nation. La réussite de beaucoup d'autres réformes si urgentes pour la France dépendra aussi, directement ou indirectement, de notre capacité à amorcer la réussite de celle-ci.

Pour terminer, Je vous encourage à méditer sur cette affirmation d'Albert EINSTEIN, l'un des plus grands scientifiques de tous les temps, affirmation si vraie pour les périodes de crises que ces crises soient guerrières, éducatives, sociales ou économiques : « le monde ne se détruit pas seulement par ceux qui font le mal mais aussi par ceux qui les regardent sans rien faire »...

On pourrait aujourd'hui rajouter, comme me l'a récemment soufflé une haute et courageuse responsable du fonctionnement de nos territoires, que « notre Nation ne sera à nouveau rassemblée que quand la majorité des citoyens, majorité si souvent passive et hésitante, crédule et défiante, aura retrouvé en priorité son esprit de défense des Valeurs nationales pour faire entendre à tous les voix de la raison et du bon sens ».

Je vous remercie de votre attention et, à mon tour, je vous écoute.